Arsenault, Gabriel, *L'économie sociale au Québec. Une perspective politique*, Québec : Presses de l'Université du Québec, coll. « Politeia », 2018, 256 p.

Olivier Rafélis

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/11421>

DOI : [10.4000/interventionseconomiques.11421](https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.11421)

ISSN : 1710-7377

Éditeur

Association d'Économie Politique

Édition imprimée

ISBN : 1710-7377

Référence électronique

Olivier Rafélis, « Arsenault, Gabriel, *L'économie sociale au Québec. Une perspective politique*, Québec : Presses de l'Université du Québec, coll. « Politeia », 2018, 256 p. », *Revue Interventions économiques* [En ligne], 64 | 2020, mis en ligne le 01 mai 2020, consulté le 14 mai 2020. URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/11421> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.11421>

Ce document a été généré automatiquement le 14 mai 2020.

Les contenus de la revue *Interventions économiques* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution 4.0 International.

Arsenault, Gabriel, *L'économie sociale au Québec. Une perspective politique*, Québec : Presses de l'Université du Québec, coll. « Politeia », 2018, 256 p.

Olivier Rafélis

- 1 Gabriel Arsenault vise dans cet ouvrage à expliciter les spécificités du modèle de développement de l'économie sociale au Québec, en se concentrant sur le tournant des années 1990. Cet "exceptionnalisme québécois" dans le contexte nord-américain gagnerait à être éclairé par le rapport de force politique entre syndicats, corporations professionnelles, organisations communautaires, partis politiques et autres acteurs de la société civile. Ainsi, l'auteur propose une analyse de la reconnaissance, du développement et de l'institutionnalisation du champ de l'économie sociale selon une perspective politique, comme le titre de l'ouvrage l'indique.
- 2 Cette analyse mobilise la théorie des ressources de pouvoir de Esping-Andersen (1985), en l'adaptant largement. Schématiquement, l'État social serait le reflet du rapport de force entre travailleurs (représentés par les partis sociaux-démocrates et les syndicats) et capitalistes (représentés par les organisations patronales et les partis libéraux et conservateurs). Cette théorie amène l'auteur à formuler l'interrogation suivante : l'économie sociale québécoise serait-elle globalement portée par les acteurs associés à la gauche et d'orientation progressiste, ou au contraire portée par les acteurs associés à la droite et d'orientation néolibérale? Trois questions sont posées pour déterminer cette orientation, à savoir : l'économie sociale se substitue-t-elle au secteur privé? Au secteur public? L'économie sociale contribue-t-elle à l'égalité?
- 3 Par ailleurs, la littérature sur les coalitions suggère une troisième hypothèse, celle d'une orientation centriste dans le cas où le développement du tiers-secteur serait caractérisé par un compromis gauche-droite.

- 4 Afin d'identifier des éléments de preuve dans une démarche de "retraçage du processus" (*process tracing*), l'auteur mobilise une riche documentation ainsi que de nombreuses données statistiques relatives aux politiques publiques. Surtout, Gabriel Arsenault se base sur 74 entretiens semi-dirigés d'une grande diversité d'acteurs, œuvrant dans le champ de l'économie sociale, élus ou fonctionnaires engagés dans le processus d'institutionnalisation.
- 5 La richesse de l'ouvrage réside précisément dans la manière originale dont l'auteur fait dialoguer la grande diversité des matériaux empiriques (qualitatifs et quantitatifs) et théoriques mobilisés. Les références bibliographiques de l'auteur empruntent largement à la sociologie québécoise de l'économie sociale.
- 6 Le cœur de l'argumentation de l'auteur se situe dès l'introduction, où il invite à éviter l'écueil trop fréquent d'essentialiser l'économie sociale. Son modèle de développement particulier sur un territoire reflète le résultat d'un compromis politique et des ressources de pouvoir mobilisées par les gouvernements, mouvements sociaux, syndicats et patronat. La nature égalitariste ou progressiste des projets d'économie sociale qui émergent ne peut être présumée *a priori* par les références historiques aux théories fondatrices ou par l'invocation des vertus normatives de ses organisations. La substance de l'économie sociale étant excessivement fluide et ses contours flous, son expansion peut être instrumentalisée tout autant par la droite conservatrice dans une logique de *workfare* que par la gauche réformatrice, voire plus radicale.
- 7 Le premier chapitre dresse le portrait particulier de l'économie sociale québécoise, dans une perspective internationale (principalement nord-américaine et européenne). Sont ensuite exposés en détail le cadre d'analyse théorique et la méthodologie mobilisés pour tenter de résoudre cette "énigme" québécoise.
- 8 Le second chapitre vise à étudier les politiques publiques transversales soutenant le secteur dans son ensemble alors que les chapitres suivants sont consacrés à une analyse détaillée de quatre secteurs majeurs de l'économie sociale québécoise : les centres de la petite enfance, l'aide-domestique, le logement communautaire et l'insertion à l'emploi.
- 9 Les politiques transversales de soutien au développement du secteur sont principalement issues des propositions du Groupe de travail sur l'économie sociale (GTES), formé lors du sommet sur l'économie et l'emploi de 1996. Leur mise à l'agenda politique a été le fait d'acteurs campés à gauche, à savoir le Parti québécois (PQ), la Confédération des syndicats nationaux (CSN) et surtout les mouvements communautaires et sociaux parmi lesquels le mouvement féministe a joué un rôle primordial. Ces politiques consistent tout d'abord en la reconnaissance institutionnelle du secteur et à sa représentation par des organisations reconnues par le gouvernement. Des instances à différents paliers de gouvernement sont également créées afin de soutenir le secteur et de dialoguer avec ses représentants. Par ailleurs, diverses politiques promeuvent et soutiennent le secteur en termes de financement, d'aide technique, de recherche et au regard de la demande (commande publique ou subventionnement de certains services comme les services de garde, l'aide à domicile ou le logement).
- 10 De même, pour la plupart des secteurs étudiés, Arsenault démontre que les acteurs associés à la gauche sont à l'initiative du développement de l'économie sociale, lui conférant cette orientation dans l'ensemble progressiste. Le GTES a joué quant à lui un rôle majeur de concertation lors du Sommet sur l'économie et l'emploi de 1996. En

effet, son travail a permis de bâtir un compromis politique, le patronat et le parti libéral du Québec étant, selon les secteurs de l'économie sociale étudiés, aux mieux consentants, aux pires passifs (et dans de rares cas antagonistes) au regard de l'expansion de l'économie sociale. Le GTES a ainsi œuvré à sélectionner des projets ou secteurs qui n'empiétaient aux yeux des acteurs ni sur le secteur privé ni sur le secteur public, mais allaient fournir du travail à certaines catégories de travailleurs ou travailleuses marginalisées (femmes, handicapés, personnes exclues durablement) et combler des besoins sociaux alors peu ou mal satisfaits (soin, petite enfance, logement).

- 11 Finalement, la théorie des ressources de pouvoir permet de valider l'hypothèse progressiste d'une conception plutôt égalitaire de développement de l'économie sociale, au détriment de l'hypothèse d'une vision néolibérale. L'auteur explique en effet l'exceptionnalisme du modèle de développement québécois par sa tradition politique de concertation entre syndicats, organisations de la société civile et gouvernements. Il souligne le rôle crucial des mouvements féministes et de la Fédération des femmes du Québec en particulier. Ces groupes ont mis à l'agenda politique le développement de l'économie sociale en vue d'engager l'état à investir dans les "infrastructures sociales" de la Province, et non dans des infrastructures de transport ou de construction. Une telle politique aurait alors généré des emplois majoritairement masculins alors même que les femmes étaient plus durement touchées par le chômage. Le soutien à l'essor de l'économie sociale est dès lors issu d'un débat sur l'orientation de la politique d'inspiration néo-keynésienne à mettre en place.
- 12 Le cadre théorique proposé est pertinent au regard de la problématique. L'analyse des interactions entre les acteurs étatiques et non étatiques permet de mettre au jour les enjeux sous-jacents et de mieux saisir le rôle du secteur dans la reconfiguration des formes de l'action publique. Des tableaux synthétiques permettant de vérifier que l'expansion de l'économie sociale au Québec s'apparente pour la majorité des secteurs étudiés à une extension de l'État-providence.
- 13 On pourrait ajouter dans l'analyse un élément central dans le contexte politique québécois : l'absence de parti conservateur fort depuis la Révolution tranquille. Cette situation a participé à instaurer ce mode de concertation des politiques publiques dans le cadre de l'alternance entre deux partis à tendance sociale-démocrate : le parti québécois et le parti libéral du Québec.
- 14 La méthodologie semble apporter un éclairage nouveau sur les conditions et les orientations du développement de l'économie sociale, qui pourrait se révéler fécond dans d'autres contextes ayant connu des efforts d'institutionnalisation récents, notamment en Europe (France, Espagne, Grèce, Belgique, Portugal). L'esquisse de portrait de l'économie sociale française, proposée en introduction, invite d'ailleurs à creuser l'analyse. En effet, l'hypothèse de son orientation à gauche reste à démontrer, eu égard à l'alternance des partis l'ayant soutenu et aux affinités naturelles que l'on constate de plus en plus nettement entre les "entreprises associatives" et l'état néolibéral.
- 15 Enfin, le cadre d'analyse permettant de qualifier la conception de l'économie sociale prête évidemment à débat, les trois critères utilisés restant somme toute délicats à objectiver (la substitution au secteur privé ou public et plus encore l'égalitarisme). Cela dit, le travail fouillé et détaillé d'Arsenault et la mise au jour de ces critères permet d'engager une discussion sérieuse qui va bien au-delà des analyses majoritairement prescriptives de l'économie sociale, par des chercheurs-militants qui visent trop

souvent à promouvoir de façon univoque un secteur pourtant complexe et hétérogène. L'analyse de l'auteur rend bien compte de cette complexité et des précautions à mettre en œuvre lorsqu'il s'agit de porter un regard scientifique sur cet objet pour le moins ambigu que représente l'économie sociale.

INDEX

Mots-clés : Étudiant à la maîtrise en sociologie, UQAM, Canada,
rafelis_de_broves.olivier@courrier.uqam.ca